

Les producteurs de lait dans la tourmente

En chute vertigineuse depuis deux ans, le prix du lait payé aux éleveurs européens ne couvre plus les coûts de production.



Parce que l'achat ou la vente d'une vache est une décision de long terme, il est difficile, pour les éleveurs, de s'adapter aux fluctuations du marché.

Depuis deux ans, les éleveurs européens assistent à la baisse des cours. En mai dernier, le prix du lait payé aux producteurs français variait entre 260 et 280 euros la tonne, contre 363 euros il y a encore deux ans. « Ces montants ne couvrent plus les coûts de production, qui se situent autour de 300 euros la tonne », explique André Pfmilin, économiste et auteur d'un ouvrage sur l'Europe laitière ^[1]. Faible consolation pour les éleveurs hexagonaux : avec une chute de 14 % en un an, la France est dans la même situation que l'Espagne ou la Pologne. En Allemagne, en Irlande et au Royaume-Uni, les prix ont dévissé de 22 % à 25 %.

L'export en repli

Comment en est-on arrivé là ? Les projections de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de l'OCDE faisant état d'une progression des besoins de 22 % pour la prochaine décennie, l'Union européenne avait décidé en 2008 de sortir progressivement des quotas laitiers institués en 1984. Soucieuse de bénéficier d'une demande mondiale en hausse, elle a autorisé, à partir de 2009, les pays à dépasser de 1 % par an les plafonds

réglementaires (les quotas), avant la suppression de cet outil de régulation de l'offre au 31 mars 2015.

Les prix mondiaux étant alors orientés à la hausse, certains pays – Allemagne, Pays-Bas et Irlande en tête – ont anticipé la sortie des quotas. En 2015, la production européenne a ainsi bondi de 2,2 %. Cette hausse s'est traduite par la mise sur le marché de 3,3 millions de tonnes supplémentaires. Cela représente une deuxième augmentation conséquente des volumes, qui avaient déjà progressé de 6,6 millions de tonnes en 2014. La consommation européenne évoluant peu, ces volumes devaient être principalement écoulés à l'export.

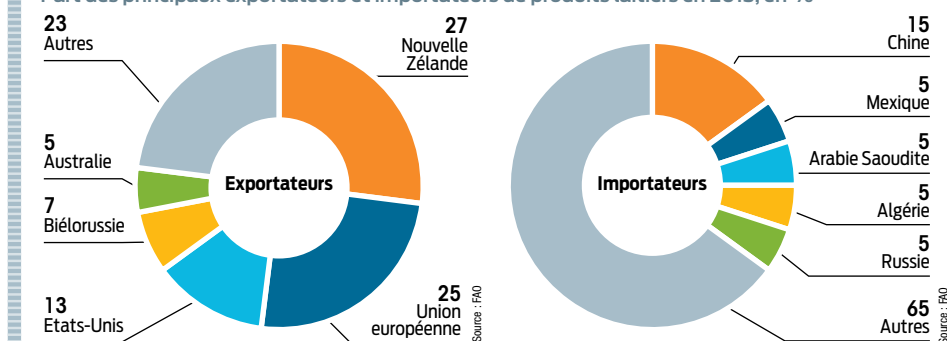
Mais ni l'Union européenne ni ses producteurs n'avaient anticipé les évolutions des besoins de leurs principaux clients : les achats de la Chine, premier importateur mondial, au plus haut encore en 2014, n'ont depuis cessé de diminuer, car ce pays a augmenté sa propre production et largement reconstitué ses stocks. Par ailleurs, les effets de l'embargo instauré par la Russie sur les produits laitiers européens et le repli des livraisons vers l'Algérie, troisième importateur mondial, ont aussi eu des conséquences : ces trois pays ont représenté 20 %

des importations mondiales, contre 25 % un an plus tôt. Pas de quoi absorber la vague blanche qui a déferlé en Europe, entraînant les producteurs dans la tourmente.

Pire encore : la fin des quotas laitiers a exacerbé la concurrence à l'intérieur du continent. Misant sur des coûts de production avantageux, l'Irlande qui pratique un élevage extensif avec des animaux essentiellement nourris à l'herbe, a ainsi continué à appuyer sur l'accélérateur, augmentant ses volumes de lait de 18 % ! « Et même si les producteurs irlandais sont aujourd'hui en difficulté, ils misent, comme les Néerlandais, sur une croissance des volumes pour diluer les coûts de production. Et ils espèrent bien tenir le plus longtemps possible, tablant sur une reprise des exportations à moyen terme », souligne Vincent Chatellier, chercheur à l'Inra. Et partout en Europe, des éleveurs font, quand ils le peuvent, les mêmes calculs. Ceux qui se sont endettés pour profiter de la fin des quotas en achetant des robots de traite n'ont de toute façon pas vraiment le choix.

LE TOP 5 DES EXPORTATEURS ET DES IMPORTATEURS DE LAIT

Part des principaux exportateurs et importateurs de produits laitiers en 2015, en %



Les dérives d'un système

« Cette course en avant risque toute-fois d'amplifier la spirale à la baisse », explique Elsa Casalegno ^[2], pour qui le secteur laitier offre un miroir grossissant des dérives d'un système laissé aux seules lois du marché. « Il y a un énorme paradoxe : la production laitière est fortement ancrée dans les territoires, mais le marché, lui, est mondial. En

